

B.4.2. Aus dem Vorstehenden ergibt sich, dass im Gegensatz zu dem, was die klagende Partei anführt, der in dem vorerwähnten Übereinkommen erwähnte Begriff «Landschaft» sowohl bebauten Landschaften als auch unbebauten Landschaften umfasst. Nichts ermöglicht die Annahme, dass der wallonische Dekretgeber bei der Übernahme dieses Begriffs aus dem Übereinkommen zur Formulierung der von der klagenden Partei bemängelten Bedingung für die Genehmigung von Abweichungen vom Sektorenplan ihm eine andere Bedeutung hätte beimessen wollen. Folglich ist zu schlussfolgern, dass die Wörter «müssen das prägende Landschaftsbild entweder beachten, oder strukturieren, oder aber neugestalten», die in dem durch die angefochtene Bestimmung abgeänderten Artikel 111 des WGBRSE verwendet werden, sowohl bebauten Landschaften als auch unbebauten Landschaften umfassen.

In Bezug auf das Umfeld, das aufgrund der angefochtenen Dekretsänderung bei der Erteilung einer Abweichung vom Sektorenplan berücksichtigt werden muss, führt sie folglich keinen Unterschied zu den Situationen im Sinne der Artikel 110 und 112 des WGBRSE und ebenfalls nicht zur vorherigen Gesetzgebung ein.

B.5.1. Umgekehrt unterscheidet sich die Formulierung der Bedingung, insofern sie vorsieht, dass eine Abweichung gewährt werden kann, wenn das geplante Bauwerk das prägende Landschaftsbild entweder beachtet oder strukturiert oder aber neu gestaltet, von derjenigen, mit der die Erteilung der Abweichung auf Bauwerke, die sich in die Landschaft einfügen, begrenzt wird. Es kann nicht ausgeschlossen werden, dass diese Formulierung der Bedingung zur Folge haben könnte, dass die Abweichungsmöglichkeiten auf Bauwerke ausgedehnt würden, die sich mit mehr Dynamik auf die Zusammensetzung der Landschaft auswirken würden als Bauwerke, die sich darin einfügen müssen.

Daraus ergibt sich jedoch nicht, dass diese Formulierung einen wesentlich geringeren Schutz im Bereich der Umwelt gewährleisten würde als die Formulierung, in der auf das Einfügen in die Landschaft Bezug genommen wird. Die beiden Formulierungen der Bedingung überlassen der öffentlichen Hand nämlich auf ähnliche Weise eine erhebliche Ermessensbefugnis, doch sie verpflichten sie auf gleichwertige Weise, ihre diesbezügliche Entscheidung besonders zu begründen. Die Kontrolle durch den Staatsrat betrifft insbesondere diese Bedingung der Begründung der abweichenden Genehmigung, und es besteht kein Grund zu der Annahme, dass sie im ersteren Fall weniger streng sein könnte als im letzteren. Außerdem wird Artikel 114 des WGBRSE, in dem präzisiert ist, dass abweichende Genehmigungen nur ausnahmsweise erteilt werden können, durch das angefochtene Dekret nicht abgeändert, so dass die Verwaltungspraxis und deren gerichtliche Kontrolle unverändert bleiben.

B.5.2. Schließlich wäre selbst dann, wenn festzustellen wäre, dass durch die Wirkung der angefochtenen Bestimmung gewisse Bauwerke in Abweichung vom Sektorenplan genehmigt würden, während dies nicht möglich gewesen wäre, wenn die Abweichung der Bedingung unterlegen hätte, dass sich das Bauwerk «in den bebauten oder unbebauten Standort einfügen» muss, die Maßnahme dennoch vernünftig gerechtfertigt durch die Zielsetzung des angefochtenen Dekrets, die in B.2.3 in Erinnerung gerufen wurde, so dass sie weder einen Verstoß gegen den Grundsatz der Gleichheit und Nichtdiskriminierung, der durch die Artikel 10 und 11 der Verfassung garantiert wird, noch eine erhebliche Verringerung des Rechtes auf eine gesunde Umwelt, das durch deren Artikel 23 garantiert wird, darstellen kann.

B.6. Keiner der beiden Klagegründe ist begründet.

Aus diesen Gründen:

Der Hof

weist die Klage vorbehaltlich des in B.4.2 Erwähnten zurück.

Verkündet in französischer, niederländischer und deutscher Sprache, gemäß Artikel 65 des Sondergesetzes vom 6. Januar 1989, in der öffentlichen Sitzung vom 9. Juli 2009.

Der Kanzler,
P.-Y. Dutilleux.

Der Vorsitzende,
M. Melchior.

GOUVERNEMENTS DE COMMUNAUTE ET DE REGION GEMEENSCHAPS- EN GEWESTREGERINGEN GEMEINSCHAFTS- UND REGIONALREGIERUNGEN

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

F. 2009 — 2728

[C – 2009/27143]

18 JUIN 2009. — Arrêté du Gouvernement wallon fixant l'entrée en vigueur du décret du 19 mars 2009 relatif à la conservation du domaine public régional routier et des voies hydrauliques ainsi que les modalités de désignation des policiers domaniaux et des fonctionnaires habilités à infliger les amendes administratives

Le Gouvernement wallon,

Vu la loi spéciale du 8 août 1980 de réforme institutionnelle, notamment l'article 87;

Vu le décret du 19 mars 2009 relatif à la conservation du domaine public régional routier et des voies hydrauliques, articles 6, § 2, 9, § 1^{er}, et 15;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 14 avril 2009;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 29 avril 2009;

Vu l'avis 46.645/4 du Conseil d'Etat, donné le 3 juin 2009, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1^o, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973;

Sur la proposition du Ministre du Budget, des Finances et de l'Equipeement;

Après délibération,

Arrête :

Article 1^{er}. Au sens du présent arrêté, on entend par :

1^o le décret : le décret du 19 mars 2009 relatif à la conservation du domaine public régional routier et des voies hydrauliques;

2^o le domaine public routier : la partie du domaine public régional constituée des biens visés à l'article 2, alinéa 1^{er}, 1^o, a), du décret;

3^o le domaine public des voies hydrauliques : la partie du domaine public régional constituée des biens visés à l'article 2, alinéa 1^{er}, 1^o, b), du décret;

4^o le Ministre : le ou les Ministres qui ont les routes et les voies hydrauliques dans leurs attributions, chacun pour la partie du domaine public régional qui le concerne;

5^o le directeur général : le directeur général de la Direction générale opérationnelle Routes et Bâtiments du Service public de Wallonie et le directeur général de la Direction générale opérationnelle Mobilité et Voies hydrauliques du Service public de Wallonie, chacun pour la partie du domaine public régional qui le concerne;

6^o l'agent : toute personne occupée dans les services du Gouvernement wallon, que ce soit en qualité d'agent statutaire, en ce compris les stagiaires, ou de personnel contractuel.

Art. 2. § 1^{er}. Le Ministre ou son délégué, désigne les agents de niveau 2+, 2 et 3 chargés de rechercher et de constater, en qualité d'agent de police judiciaire, les infractions prévues à l'article 5 du décret. Cette désignation prend la forme d'un arrêté de commissionnement.

Le Ministre ou son délégué est habilité à retirer un commissionnement en qualité d'agent de police judiciaire. Ce retrait prend la forme d'un arrêté de décommissionnement et est motivé soit par l'intérêt du service soit par le comportement personnel de l'agent soit par l'intérêt du service et le comportement personnel de l'agent. Lorsque le décommissionnement est motivé en tout ou partie par le comportement personnel de l'agent, l'arrêté de décommissionnement ne peut être pris qu'à l'issue de la procédure organisée par le Titre X de l'arrêté du Gouvernement wallon du 18 décembre 2003 portant le Code de la Fonction publique wallonne, tel que modifié par l'arrêté du Gouvernement wallon du 27 mars 2009.

§ 2. Un agent de police judiciaire est commissionné soit dans le ressort d'un district, soit dans le ressort d'une direction territoriale, soit pour l'ensemble du domaine public routier ou pour l'ensemble du domaine public des voies hydrauliques.

§ 3. Un agent ne peut être désigné en qualité d'agent de police judiciaire que pour autant qu'il ait, au préalable, suivi une formation, certifiée par la réussite d'un examen, en rapport avec la fonction de police qu'il est amené à devoir exercer. Le contenu de cette formation est fixé par le Ministre.

§ 4. Une liste des agents commissionnés en qualité d'agent de police judiciaire est tenue à jour par chaque directeur général et mise à la disposition du Comité permanent de contrôle des Services de Police.

Art. 3. § 1^{er}. Le Ministre ou son délégué désigne les agents chargés de rechercher et de constater, en qualité d'officier de police judiciaire, les infractions prévues à l'article 5 du décret. Un seul agent revêtu de cette qualité est désigné pour le domaine public routier et un seul autre pour le domaine public des voies hydrauliques. Le Ministre ou son délégué peut désigner des agents chargés de suppléer aux agents précités en cas d'absence ou d'empêchement de ceux-ci.

La désignation des agents visés à l'alinéa 1^{er} prend la forme d'un arrêté de commissionnement.

Le Ministre ou son délégué est habilité à retirer un commissionnement en qualité d'officier de police judiciaire. Ce retrait prend la forme d'un arrêté de décommissionnement et est motivé soit par l'intérêt du service, soit par le comportement personnel de l'agent, soit par l'intérêt du service et le comportement personnel de l'agent. Lorsque le décommissionnement est motivé en tout ou partie par le comportement personnel de l'agent, l'arrêté de décommissionnement ne peut être pris qu'à l'issue de la procédure organisée par le Titre X de l'arrêté du Gouvernement wallon du 18 décembre 2003 portant le Code de la Fonction publique wallonne, tel que modifié par l'arrêté du Gouvernement wallon du 27 mars 2009.

§ 2. Les officiers de police judiciaire sont commissionnés, selon le cas, pour l'ensemble du domaine public routier ou pour l'ensemble du domaine public des voies hydrauliques.

§ 3. Outre la mission visée au paragraphe 1^{er}, les agents commissionnés en qualité d'officier de police judiciaire exercent les tâches suivantes :

1^o ils contrôlent la validité des procès-verbaux rédigés par les policiers domaniaux revêtus de la qualité d'agent de police judiciaire;

2^o ils supervisent les opérations de la police domaniale sur le terrain;

3^o ils assurent la collaboration avec les autorités judiciaires et de police ainsi qu'avec les autres services du Service public de Wallonie disposant de pouvoirs de police.

§ 4. Un agent ne peut être désigné en qualité d'officier de police judiciaire que pour autant qu'il ait, au préalable, suivi une formation en rapport avec la fonction de police qu'il est amené à devoir exercer. Le contenu de cette formation est fixé par le Ministre.

Les agents de niveau 1 porteurs d'un diplôme universitaire de deuxième cycle en droit ou en criminologie ou d'un diplôme équivalent sont dispensés de la formation visée à l'alinéa 1^{er}.

§ 5. Une liste des agents commissionnés en qualité d'officier de police judiciaire est tenue à jour par chaque directeur général et mise à la disposition du Comité permanent de Contrôle des Services de Police.

Art. 4. § 1^{er}. Les signes distinctifs que doivent porter les policiers domaniaux dans l'exercice de leur fonction consistent en des insignes et un uniforme. Le Ministre ou son délégué en arrête le modèle. Le Ministre ou son délégué peut fixer également des marques distinctives dont doivent être munis les véhicules que les policiers domaniaux utilisent dans le cadre de leurs fonctions.

§ 2. Le modèle de la carte de légitimation visée à l'article 6, § 2, du décret est décrit en annexe du présent arrêté.

Art. 5. Le directeur général, ou un agent remplissant les conditions prévues à l'article 9, § 1^{er}, alinéa 3, du décret et délégué spécialement par le directeur général, est habilité à infliger les amendes administratives visées à l'article 9 du décret. La délégation donnée par le directeur général peut être retirée soit au motif de l'intérêt du service soit au motif du comportement personnel de l'agent soit au motif de l'intérêt du service et du comportement personnel de l'agent. La décision de retrait de délégation motivée en tout ou partie par le comportement personnel de l'agent ne peut être prise qu'à l'issue de la procédure organisée par le Titre X de l'arrêté du Gouvernement wallon du 18 décembre 2003 portant le Code de la Fonction publique wallonne, tel que modifié par l'arrêté du Gouvernement wallon du 27 mars 2009.

La qualité de fonctionnaire habilité à infliger les amendes administratives est incompatible avec celle de policier domanial.

Art. 6. Les agents qui ont été désignés sur la base de l'article 2, alinéa 1^{er}, 3^o, des décrets du 27 janvier 1998 visés à l'article 14 du décret et qui ont, en rapport avec leur mission prévue par lesdits décrets, déjà suivi une formation certifiée par la réussite d'un examen sont dispensés de la réussite de l'examen visé à l'article 2, § 3, du présent arrêté comme condition préalable à leur commissionnement éventuel.

Art. 7. A l'exception des dispositions dont la date d'entrée en vigueur est fixée par son article 15, le décret entre en vigueur le jour de l'entrée en vigueur du présent arrêté.

Art. 8. Le Ministre qui a les Routes dans ses attributions et le Ministre qui a les Voies hydrauliques dans ses attributions sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 18 juin 2009.

Le Ministre-Président,
R. DEMOTTE

Le Ministre du Budget, des Finances et de l'Équipement,
M. DAERDEN

Annexe

La carte de légitimation est une carte blanche. La carte est rectangulaire ayant une longueur de 100 mm et une largeur de 70 mm. La carte est plastifiée.

Au recto, la carte de légitimation porte les mentions suivantes :

« Vu le décret du 19 mars 2009 relatif à la conservation du domaine public régional routier et des voies hydrauliques;

Vu le commissionnement du...

Titre + nom et prénom de l'agent

Est chargé en qualité d'agent de police judiciaire de rechercher et de constater les infractions à la législation susvisée. »

— Une photo d'identité en couleur du titulaire de la carte de légitimation d'au moins 20 mm sur 30 mm;

— Centrée en dessous de la photo d'identité du titulaire, la signature du titulaire;

— En dessous des mentions, la signature du directeur général de la Direction générale opérationnelle Routes et Bâtiments et du directeur général de la Direction générale opérationnelle Mobilité et Voies hydrauliques, chacun en ce qui le concerne;

Au verso, la carte de légitimation porte les mentions suivantes :

— au-dessus, figure la mention « Service public de Wallonie »;

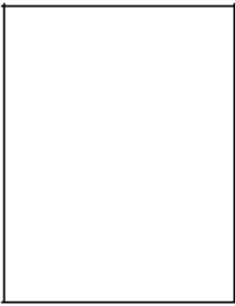
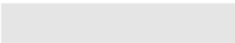

— au milieu de la carte, figure l'insigne II;

— en dessous de l'insigne II, la mention « Police domaniale »;

— en dessous de la mention « Police domaniale » figure la mention : « Le porteur de la présente peut requérir l'assistance de la police fédérale, de la police locale ou d'autres services régionaux »;

— en dessous de la carte, est inscrite la mention « Direction générale opérationnelle Routes et Bâtiments/Direction générale opérationnelle Mobilité et Voies hydrauliques ».

Modèle de la carte :

	<p>Vu le décret du 19 mars 2009 relatif à la conservation du domaine public régional routier et des voies hydrauliques ;</p>
	<p>Vu le commissionnement du...</p>
	<p>Titre + nom et prénom de l'agent</p>
	<p>Est chargé en qualité d'agent de police judiciaire de rechercher et de constater les infractions à la législation susvisée.</p>
	<p>Le Directeur général,</p>
<p>POLICE DOMANIALE</p> 	
<p>Le porteur de la présente peut requérir l'assistance de la police fédérale, de la police locale ou d'autres services régionaux Direction générale opérationnelle</p> <p>.....</p>	

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement wallon du 18 juin 2009 fixant l'entrée en vigueur du décret du 19 mars 2009 relatif à la conservation du domaine public régional routier et des voies hydrauliques ainsi que les modalités de désignation des policiers domaniaux et des fonctionnaires habilités à infliger les amendes administratives.

Namur, le 18 juin 2009.

Le Ministre-Président,

R. DEMOTTE

Le Ministre du Budget, des Finances et de l'Équipement,

M. DAERDEN

ÜBERSETZUNG

ÖFFENTLICHER DIENST DER WALLONIE

D. 2009 — 2728

[C — 2009/27143]

18. JUNI 2009 — Erlass der Wallonischen Regierung zur Festlegung des Inkrafttretens des Dekrets vom 19. März 2009 über die Erhaltung des regionalen öffentlichen Straßen- und Wasserstraßennetzes sowie der Modalitäten für die Bezeichnung der Domänenpolizisten und der Beamten, die befugt sind, administrative Geldbußen aufzuerlegen

Die Wallonische Regierung,

Aufgrund des Sondergesetzes vom 8. August 1980 über institutionelle Reformen, insbesondere Art. 87;

Aufgrund des Dekrets vom 19. März 2009 über die Erhaltung des regionalen öffentlichen Straßen- und Wasserstraßennetzes, insbesondere Artikel 6, § 2, 9, § 1 und 15;

Aufgrund des am 14. April 2009 abgegebenen Gutachtens der Finanzinspektion;

Aufgrund des am 29. April 2009 gegebenen Einverständnisses des Ministers des Haushalts;

Aufgrund des am 3. Juni 2009 in Anwendung des Artikels 84, § 1, Absatz 1, 1° der koordinierten Gesetze über den Staatsrat abgegebenen Gutachtens 46.645/4 des Staatsrats;

Auf Vorschlag des Ministers des Haushalts, der Finanzen und der Ausrüstung,

Nach Beratung,

Beschließt:

Artikel 1 - Im Sinne des vorliegenden Erlasses gelten folgende Definitionen:

1° das Dekret: das Dekret vom 19. März 2009 über die Erhaltung des regionalen öffentlichen Straßen- und Wasserstraßennetzes;

2° das öffentliche Straßennetz: der Teil des regionalen öffentlichen Netzes, der aus den in Artikel 2, Absatz 1, 1°, a) des Dekrets erwähnten Gütern besteht;

3° das öffentliche Wasserstraßennetz: der Teil des regionalen öffentlichen Netzes, der aus den in Artikel 2, Absatz 1, 1°, b) des Dekrets erwähnten Gütern besteht;

4° der Minister: der oder die Minister, zu dessen bzw. deren Zuständigkeitsbereich die Straßen und die Wasserstraßen gehören, jeder für den Teil des regionalen öffentlichen Netzes, für den er zuständig ist;

5° der Generaldirektor: der Generaldirektor der operativen Generaldirektion Straßen und Gebäude des Öffentlichen Dienstes der Wallonie und der Generaldirektor der operativen Generaldirektion Mobilität und Wasserwege des Öffentlichen Dienstes der Wallonie, jeder für den Teil des regionalen öffentlichen Netzes, für den er zuständig ist;

6° der Bedienstete: jegliche Person, die bei den Dienststellen der Wallonischen Regierung beschäftigt ist, sei es als statutarischer Bediensteter (einschließlich der Bediensteten auf Probe), oder als Mitglied des Vertragspersonals.

Art. 2 - § 1. Der Minister oder dessen Bevollmächtigter bezeichnet die Bediensteten der Stufen 2+, 2 und 3, die damit beauftragt sind, in der Eigenschaft eines Beamten der Gerichtspolizei die in Artikel 5 des Dekrets vorgesehenen Verstöße aufzuspüren und festzustellen. Diese Bezeichnung nimmt die Form eines Einsetzungserlasses an.

Der Minister oder dessen Bevollmächtigter ist befugt, die Einsetzung als Beamter der Gerichtspolizei aufzuheben. Dieser Entzug nimmt die Form eines Erlasses zur Aufhebung der Einsetzung an und wird entweder durch das Interesse des Dienstes, oder durch das persönliche Verhalten des Bediensteten oder durch das Interesse des Dienstes und das persönliche Verhalten des Bediensteten begründet. Wenn die Aufhebung der Einsetzung vollständig oder teilweise durch das persönliche Verhalten des Bediensteten begründet wird, kann der Erlass zur Aufhebung der Einsetzung erst nach dem Abschluss des Verfahrens verabschiedet werden, das durch Titel X des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 18. Dezember 2003 zur Festlegung des Kodex des Wallonischen öffentlichen Dienstes, in seiner durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 27. März 2009 abgeänderten Fassung, organisiert wird.

§ 2. Ein Beamter der Gerichtspolizei wird entweder im Bereich eines Bezirks oder im Bereich einer territorialen Direktion oder für die Gesamtheit des öffentlichen Straßennetzes oder für die Gesamtheit des öffentlichen Wasserstraßennetzes eingesetzt.

§ 3. Ein Beamter darf in der Eigenschaft eines Beamten der Gerichtspolizei nur bezeichnet werden, wenn er vorher an einer durch das erfolgreiche Ablegen einer Prüfung bescheinigten Ausbildung in Zusammenhang mit der Polizeifunktion, die er ausüben muss, teilgenommen hat. Der Inhalt dieser Ausbildung wird durch den Minister festgelegt.

§ 4. Eine Liste der als Beamte der Gerichtspolizei eingesetzten Bediensteten wird durch jeden Generaldirektor auf dem neuesten Stand gehalten und dem Ständigen Kontrollausschuss für die Polizeidienste zur Verfügung gestellt.

Art. 3 - § 1. Der Minister oder dessen Bevollmächtigter bezeichnet die Bediensteten, die damit beauftragt sind, in der Eigenschaft eines Offiziers der Gerichtspolizei die in Artikel 5 des Dekrets vorgesehenen Übertretungen aufzuspüren und festzustellen. Für das öffentliche Straßennetz einerseits und für das öffentliche Wasserstraßennetz andererseits wird jeweils nur ein Bediensteter, der die vorerwähnte Eigenschaft besitzt, bezeichnet. Der Minister oder dessen Bevollmächtigter kann Bedienstete bezeichnen, die damit beauftragt sind, die vorerwähnten Bediensteten bei Abwesenheit oder Verhinderung zu vertreten.

Diese Bezeichnung nimmt die Form eines Einsetzungserlasses an.

Der Minister oder dessen Bevollmächtigter ist befugt, die Einsetzung als Offizier Gerichtspolizei aufzuheben. Dieser Entzug nimmt die Form eines Erlasses zur Aufhebung der Einsetzung an und wird entweder durch das Interesse des Dienstes, oder durch das persönliche Verhalten des Bediensteten oder durch das Interesse des Dienstes und das persönliche Verhalten des Bediensteten begründet. Wenn die Aufhebung der Einsetzung vollständig oder teilweise durch das persönliche Verhalten des Bediensteten begründet wird, kann der Erlass zur Aufhebung der Einsetzung erst nach dem Abschluss des Verfahrens verabschiedet werden, das durch Titel X des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 18. Dezember 2003 zur Festlegung des Kodex des Wallonischen öffentlichen Dienstes, in seiner durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 27. März 2009 abgeänderten Fassung, organisiert wird.

§ 2. Die Offiziere der Gerichtspolizei werden je nach Fall für das gesamte öffentliche Straßennetz oder für das gesamte öffentliche Wasserstraßennetz eingesetzt.

§ 3. Außer der in § 1 erwähnten Aufgabe üben die in der Eigenschaft eines Offiziers der Gerichtspolizei eingesetzten Bediensteten die folgenden Aufgaben aus:

1° sie kontrollieren die Gültigkeit der von den Domänenpolizisten, die die Eigenschaft eines Beamten Gerichtspolizei ausüben, aufgenommenen Protokolle;

2° sie überwachen die Operationen der Domänenpolizei vor Ort;

3° sie gewährleisten die Zusammenarbeit mit den Gerichts- und Polizeibehörden sowie mit den sonstigen Dienststellen des öffentlichen Dienstes der Wallonie, die über Polizeibefugnisse verfügen.

§ 4. Ein Bediensteter darf in der Eigenschaft eines Offiziers der Gerichtspolizei nur bezeichnet werden, wenn er vorher an einer durch das erfolgreiche Ablegen einer Prüfung bescheinigten Ausbildung in Zusammenhang mit der Polizeifunktion, die er ausüben muss, teilgenommen hat. Der Inhalt dieser Ausbildung wird durch den Minister festgelegt.

Die Bediensteten der Stufe 1, die Inhaber eines Universitätsdiploms des zweiten Zyklus der Rechte, der Kriminologie oder eines gleichwertigen Diploms sind, werden von der in Absatz 1 erwähnten Ausbildung befreit.

§ 5. Eine Liste der als Offiziere der Gerichtspolizei eingesetzten Bediensteten wird durch jeden Generaldirektor auf dem neuesten Stand gehalten und dem Ständigen Kontrollausschuss für die Polizeidienste zur Verfügung gestellt.

Art. 4 - § 1. Die Erkennungszeichen, die die Domänenpolizisten bei der Ausübung ihres Amtes tragen müssen, bestehen in Abzeichen und einer Uniform. Der Minister oder dessen Bevollmächtigter bestimmt deren Modell. Der Minister oder dessen Bevollmächtigter darf ebenfalls die Erkennungszeichen bestimmen, mit denen die Fahrzeuge, die die Domänenpolizisten in der Ausübung ihres Amtes benutzen, versehen werden.

§ 2. Das Muster der in Artikel 6, § 2 des Dekrets erwähnten Legitimationskarte wird in der Anlage zum vorliegenden Erlass beschrieben.

Art. 5 - Der Generaldirektor oder ein Bediensteter, der die in Artikel 9, § 1, Absatz 3 des Dekrets vorgesehenen Bedingungen erfüllt und durch den Generaldirektor zu diesem Zweck beauftragt wird, ist befugt, die in Artikel 9 des Dekrets erwähnten administrativen Geldbußen aufzuerlegen. Die durch den Generaldirektor erteilte Vollmacht kann entweder im Interesse des Dienstes oder aufgrund des persönlichen Verhaltens des Bediensteten oder im Interesse des Dienstes und des persönlichen Verhaltens des Bediensteten entzogen werden. Der Beschluss des Entzugs der Vollmacht, der vollständig oder teilweise durch das persönliche Verhalten des Bediensteten begründet wird, kann erst nach dem Abschluss des Verfahrens getroffen werden, das durch Titel X des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 18. Dezember 2003 zur Festlegung des Kodex des Wallonischen öffentlichen Dienstes, in seiner durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 27. März 2009 abgeänderten Fassung, organisiert wird.

Die Eigenschaft als Beamter, der befugt ist, die administrativen Geldbuße aufzuerlegen, ist unvereinbar mit derjenigen als Domänenpolizist.

Art. 6 - Die Bediensteten, die auf der Grundlage von Artikel 2, Absatz 1, 3° der in Artikel 14 des Dekrets erwähnten Dekrete vom 27. Januar 1998 bezeichnet wurden und die in Zusammenhang mit ihrer durch die besagten Dekrete vorgesehene Aufgabe bereits an einer durch das erfolgreiche Ablegen einer Prüfung bescheinigten Ausbildung teilgenommen haben, werden von der in Artikel 2, § 3 des vorliegenden Erlasses erwähnten Prüfung als vorherige Bedingung für ihre eventuelle Einsetzung befreit.

Art. 7 - Mit Ausnahme der Bestimmungen, deren Datum für das Inkrafttreten durch seinen Artikel 15 festgelegt wird, tritt das Dekret am Tag des Inkrafttretens des vorliegenden Erlasses in Kraft.

Art. 8 - Der Minister, zu dessen Zuständigkeitsbereich die Straßen gehören und der Minister, zu dessen Zuständigkeitsbereich die Wasserstraßen gehören, werden jeder in seinem Bereich mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Namur, den 18. Juni 2009

Der Minister-Präsident,
R. DEMOTTE

Der Minister des Haushalts, der Finanzen und der Ausrüstung,
M. DAERDEN

Anlage

Bei der Legitimationskarte handelt es sich um eine weiße Karte. Die Karte ist rechteckig, 100 mm lang und 70 mm breit. Die Karte ist mit Kunststoff überzogen.

Auf der Vorderseite werden die folgenden Angaben vermerkt:

«Aufgrund des Dekrets vom 19. März 2009 über die Erhaltung des regionalen öffentlichen Straßen- und Wasserstraßennetzes;

Aufgrund der Bevollmächtigung von....

wird Titel + Name und Vorname des Bediensteten

in der Eigenschaft eines Beamten der Gerichtspolizei damit beauftragt, die Verstöße gegen der vorerwähnten Gesetzgebung aufzusuchen und festzustellen.»

— Ein Farbpassbild des Inhabers der Legitimationskarte in der Größe von 20 mm mal 30 mm;

— In der Mitte unter dem Farbpassbild des Inhabers, die Unterschrift des Inhabers;

— Unter den Angaben, die Unterschrift des Generaldirektors der operativen Generaldirektion Straßen und Gebäude und des Generaldirektors der operativen Generaldirektion Mobilität und Wasserwege, jeder für ihren zuständigen Bereich.

Auf der Rückseite werden die folgenden Angaben vermerkt:

— oben die Angabe «Öffentlicher Dienst der Wallonie»;

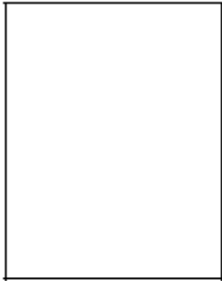
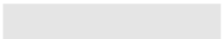

— in der Mitte der Karte das Abzeichen II;

— unter dem Anzeichen II, die Angabe «Domänenpolizei»;

— unter der Angabe «Domänenpolizei» die Angabe: «Der Inhaber dieser Karte ist befugt, die Unterstützung der föderalen Polizei, der lokalen Polizei oder anderer regionaler Dienste anzufordern».

— an der Unterseite der Karte die Angabe «Operative Generaldirektion Straßen und Gebäude/Operative Generaldirektion Mobilität und Wasserwege».

Muster der Karte:

	<p>"Aufgrund des Dekrets vom 19. März 2009 über die Erhaltung des regionalen öffentlichen Straßen- und Wasserstraßennetzes;</p>
	<p>Aufgrund der Bevollmächtigung von....</p>
	<p>wird Titel + Name und Vorname des Bediensteten</p>
	<p>in der Eigenschaft eines Beamten der Gerichtspolizei damit beauftragt, die Verstöße gegen der vorerwähnten Gesetzgebung aufzusuchen und festzustellen. Der Generaldirektor</p>
<p style="text-align: center;">DOMANENPOLIZEI</p> 	
<p>Der Inhaber dieser Karte ist befugt, die Unterstützung der föderalen Polizei, der lokalen Polizei oder anderer regionaler Dienste anzufordern. Operative Generaldirektion :</p>	

Gesehen, um dem Erlass der Wallonischen Regierung zur Festlegung des Inkrafttretens des Dekrets vom 19. März 2009 über die Erhaltung des regionalen öffentlichen Straßen- und Wasserstraßennetzes sowie der Modalitäten für die Bezeichnung der Domänenpolizisten und der Beamten, die befugt sind, die administrativen Geldbußen aufzuerlegen, beigefügt zu werden.

Namur, den 18. Juni 2009

Der Minister-Präsident,

R. DEMOTTE

Der Minister des Haushalts, der Finanzen und der Ausrüstung,

M. DAERDEN

VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST

N. 2009 — 2728

[C — 2009/27143]

18 JUNI 2009. — Besluit van de Waalse Regering tot vaststelling van de inwerkingtreding van het decreet van 19 maart 2009 betreffende de instandhouding van het gewestelijke openbaar wegen- en waterwegendomein en de nadere regels voor de aanwijzing van de domaniale politieagenten en de ambtenaren die gemachtigd zijn om administratieve geldboetes op te leggen

De Waalse Regering,

Gelet op de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, inzonderheid op artikel 87;

Gelet op het decreet van 19 maart 2009 betreffende de instandhouding van het gewestelijke openbaar wegen- en waterwegendomein, inzonderheid op de artikelen 6, § 2, 9, § 1, en 15;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 14 april 2009;

Gelet op de instemming van de Minister van Begroting, gegeven op 29 april 2009;

Gelet op advies 46.645/4 van de Raad van State, gegeven op 3 juni 2009, overeenkomstig artikel 84, § 1, eerste lid, 1° van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Op de voordracht van de Minister van Begroting, Financiën en Uitrusting;

Na beraadslaging,

Besluit :

Artikel 1. In de zin van dit besluit wordt verstaan onder :

1° het decreet : het decreet van 19 maart 2009 de instandhouding van het gewestelijke openbaar wegen- en waterwegendomein;

2° het openbaar wegendomein : het deel van het gewestelijk openbaar domein bestaande uit de goederen bedoeld in artikel 2, lid 1, 1°, *a*), van het decreet;3° het openbaar waterwegendomein : het deel van het gewestelijk openbaar domein bestaande uit de goederen bedoeld in artikel 2, lid 1, 1°, *b*), van het decreet;

4° de Minister : de minister(s) die bevoegd is (zijn) voor de wegen en de waterwegen, elk voor het deel van het gewestelijk openbaar domein dat hem betreft;

5° de Directeur-generaal : de directeur-generaal van het Operationeel Directoraat-generaal Wegen en Gebouwen van de Waalse Overheidsdienst en de directeur-generaal van het Operationeel Directoraat-generaal Mobiliteit en Waterwegen van de Waalse Overheidsdienst, elk voor het deel van het gewestelijk openbaar domein dat hem betreft;

6° het personeelslid : elke persoon die tewerkgesteld is in de diensten van de Waalse Regering, ongeacht of dat gebeurt in de hoedanigheid van statutair ambtenaar, met inbegrip van de stagiairs, of van contractueel personeelslid.

Art. 2. § 1. De Minister of diens gemachtigde wijst de personeelsleden van niveau 2+, 2 en 3 aan die belast zijn met het opsporen en vaststellen van de inbreuken bepaald in artikel 5 van het decreet in hun hoedanigheid van agent van de gerechtelijke politie. Die aanwijzing neemt de vorm aan van een aanstellingsbesluit.

De Minister of diens gemachtigde is gemachtigd om een aanstelling tot agent van de gerechtelijke politie in te trekken. Die intrekking neemt de vorm aan van een ontheffingsbesluit en wordt gemotiveerd ofwel door het belang van de dienst ofwel door het persoonlijk gedrag van het personeelslid ofwel door het belang van de dienst en het persoonlijk gedrag van het personeelslid. Wanneer de ontheffing geheel of gedeeltelijk ingegeven is door het persoonlijk gedrag van het personeelslid, kan het ontheffingsbesluit pas getroffen worden na afloop van de procedure ingericht bij Titel X van het besluit van de Waalse Regering van 18 december 2003 houdende de Waalse Ambtenarencode zoals gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 27 maart 2009.

§ 2. Een agent van de gerechtelijke politie wordt aangesteld ofwel in het ambtsgebied van een district, ofwel in het ambtsgebied van een territoriale directie, ofwel voor het gehele openbare wegendomein ofwel voor het gehele openbare waterwegendomein.

§ 3. Een personeelslid mag enkel aangewezen worden als agent van de gerechtelijke politie voor zover hij vooraf een opleiding heeft gevolgd waarvoor een getuigschrift is uitgereikt wegens het slagen voor een examen in verhouding met het ordehandhavingsambt dat het personeelslid zal moeten uitoefenen. De inhoud van die opleiding wordt door de Minister vastgesteld.

§ 4. Een lijst van de personeelsleden, aangesteld tot agent van de gerechtelijke politie, wordt bijgehouden door elke directeur-generaal en ter beschikking gesteld van het vast controlecomité van de politiediensten.

Art. 3. § 1. De Minister of diens gemachtigde wijst de personeelsledenaan die belast zijn met het opsporen en vaststellen van de inbreuken bepaald in artikel 5 van het decreet in hun hoedanigheid van officier van de gerechtelijke politie. Eén enkel personeelslid dat met die hoedanigheid bekleed wordt, wordt aangewezen voor het openbare wegendomein en één enkel ander personeelslid voor het openbare waterwegendomein. De Minister of diens gemachtigde kan personeelsleden aanwijzen die in de vervanging voorzien van voornoemde personeelsleden bij verhindering of afwezigheid van laatstgenoemden.

De aanwijzing van de personeelsleden bedoeld in lid 1 neemt de vorm aan van een aanstellingsbesluit.

De Minister of diens gemachtigde is gemachtigd om een aanstelling tot agent van de gerechtelijke politie in te trekken. Die intrekking neemt de vorm aan van een ontheffingsbesluit en wordt gemotiveerd ofwel door het belang van de dienst ofwel door het persoonlijk gedrag van het personeelslid ofwel door het belang van de dienst en het persoonlijk gedrag van het personeelslid. Wanneer de ontheffing geheel of gedeeltelijk ingegeven is door het persoonlijk gedrag van het personeelslid, kan het ontheffingsbesluit pas getroffen worden na afloop van de procedure ingericht bij Titel X van het besluit van de Waalse Regering van 18 december 2003 houdende de Waalse Ambtenarencode zoals gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 27 maart 2009.

§ 2. De officieren van de gerechtelijke politie worden al naar gelang aangesteld voor het gehele openbare wegendomein of het gehele openbare waterwegendomein.

§ 3. Naast de opdracht bedoeld in paragraaf 1 oefenen de personeelsleden aangesteld tot officier van de gerechtelijke politie volgende taken uit :

1° zij gaan de geldigheid na van de processen-verbaal opgesteld door de domaniale politieagenten bekleed met de hoedanigheid van agent van de gerechtelijke politie;

2° ze oefenen het toezicht uit op de verrichtingen van de domaniale politie op het terrein;

3° ze zorgen voor de samenwerking met de andere gerechtelijke en politie-overheden, evenals met de andere diensten van de Waalse Overheidsdienst die over ordehandhavingsbevoegdheden beschikken.

§ 4. Een personeelslid mag enkel aangewezen worden als officier van de gerechtelijke politie voor zover hij vooraf een opleiding heeft gevolgd in verhouding met het ordehandhavingsambt dat het personeelslid zal moeten uitoefenen. De inhoud van die opleiding wordt door de Minister vastgesteld.

De personeelsleden van niveau 1 die houder zijn van een universitair tweede-cyclusdiploma rechten of criminologie of over een gelijkwaardig diploma zijn vrijgesteld van de opleiding bedoeld in lid 1.

§ 5. Een lijst van de personeelsleden, aangesteld tot officier van de gerechtelijke politie, wordt bijgehouden door elke directeur-generaal en ter beschikking gesteld van het vast controlecomité van de politiediensten.

Art. 4. § 1. De onderscheidingstekens die de domaniale politieagenten dienen te dragen in de uitoefening van hun ambt zijn kentekens en een uniform. Daarvan stelt de Minister of diens gemachtigde het model vast. De Minister of diens gemachtigde kan eveneens onderscheidingstekens vaststellen die op de voertuigen, gebruikt door de domaniale politieagenten in het kader van hun ambt, moeten worden aangebracht.

§ 2. Het model van de legitimatiekaart bedoeld in artikel 6, § 2, van het decreet wordt omschreven in de bijlage bij dit besluit.

Art. 5. De Directeur-generaal of een personeelslid dat de voorwaarden vervult, bepaald in artikel 9, § 1, lid 3, van het decreet en speciaal gemachtigd door de Directeur-generaal, is bevoegd om de administratieve geldboetes op te leggen bedoeld in artikel 9 van het decreet. De delegatie, toegekend door de Directeur-generaal, kan ingetrokken worden ofwel wegens het belang van de dienst ofwel wegens het persoonlijk gedrag van het personeelslid ofwel wegens het belang van de dienst en het persoonlijk gedrag van het personeelslid. De beslissing tot intrekking van de delegatie, geheel of gedeeltelijk ingegeven door het persoonlijk gedrag van het personeelslid, kan pas getroffen worden na afloop van de procedure ingericht bij Titel X van het besluit van de Waalse Regering van 18 december 2003 houdende de Waalse Ambtenarencode zoals gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 27 maart 2009.

De hoedanigheid van ambtenaar bevoegd om de administratieve geldboetes op te leggen is onverenigbaar met de hoedanigheid van domaniaal politieagent.

Art. 6. De personeelsleden die aangewezen werden op grond van artikel 2, lid 1, 3°, van de decreten van 27 januari 1998 bedoeld in artikel 14 van het decreet en die in verband met hun opdracht bedoeld bij deze decreten, reeds een opleiding hebben gevolgd waarvoor een getuigschrift is uitgereikt voor het slagen voor een examen, zijn vrijgesteld van het slagen voor het examen bedoeld in artikel 2, § 3, van dit besluit als voorafgaandelijke voorwaarde voor hun eventuele aanstelling.

Art. 7. Het decreet treedt in werking op de dag van inwerkingtreding van dit besluit, uitgezonderd de bepalingen waarvan de datum van inwerkingtreding vastgesteld is bij artikel 15 ervan.

Art. 8. De Minister die bevoegd is voor de Wegen en de Minister die bevoegd is voor de Waterwegen zijn, elk wat hem betreft, belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 18 juni 2009.

De Minister-President,
R. DEMOTTE

De Minister van Begroting, Financiën, Uitrustingen en Patrimonium,
M. DAERDEN

Bijlage

De legitimatiekaart is een witte kaart. De kaart is rechthoekig met een lengte van 100 mm en een breedte van 70 mm. De kaart is geplastificeerd.

Op de voorkant is de inhoud van de legitimatiekaart de volgende :

« Vu le décret du 19 mars 2009 relatif à la conservation du domaine public régional routier et des voies hydrauliques » (Gelet op het decreet van 19 maart 2009 de instandhouding van het gewestelijke openbaar wegen- en waterwegendomein);

Vu le commissionnement du... (Gelet op de aanstelling van...)

Titel + naam + voornaam van het personeelslid

« Est chargé en qualité d'agent de police judiciaire de rechercher et de constater les infractions à la législation susvisée. » (Is belast in de hoedanigheid van agent van de gerechtelijke politie met het opsporen en het vaststellen van de inbreuken op bovenvermelde wetgeving.)

— Een kleurenidentiteitsfoto van de houder van de legitimatiekaart van minstens 20 mm op 30 mm;

— In het midden onder de identiteitsfoto van de houder, diens handtekening;

— Onder deze gegevens, de handtekening van de directeur-generaal van het Operationeel Directoraat-generaal Wegen en Gebouwen en de directeur-generaal van het Operationeel Directoraat-generaal Mobiliteit en Waterwegen, elk wat hem betreft.

Op de achterkant is de inhoud van de legitimatiekaart de volgende :

— bovenaan wordt de benaming vermeld « Service public de Wallonie » (Waalse Overheidsdienst);

— in het midden van de kaart staat kenteken II;

— onder kenteken II staat de vermelding « Domaniale politie »;

— onder de vermelding « Domaniale politie » staat : « Le porteur de la présente peut requérir l'assistance de la police fédérale, de la police locale ou d'autres services régionaux » (Houder dezes kan om de bijstand van de federale politie, van de lokale politie of van andere gewestelijke diensten verzoeken);

— onderaan op de kaart staat vermeld : « Direction générale opérationnelles routes et bâtiments/Direction générale opérationnelle de la mobilité et des voies hydrauliques » (Operationeel Directoraat-generaal wegen en gebouwen/Operationeel Directoraat-generaal mobiliteit en waterwegen ».

Model van de kaart :

	<p>"Vu le décret du 19 mars 2009 relatif à la conservation du domaine public régional routier et des voies hydrauliques, (Gelet op het decreet van 19 maart 2009 de instandhouding van het gewestelijke openbaar wegen- en waterwegendomein;)"</p>
	<p>"Vu le commissionnement du" (Gelet op de aanstelling van...)"</p>
<p>Titel + naam + voornaam van het personeelslid</p>	
<p>"Est chargé en qualité d'agent de police judiciaire de rechercher et de constater les infractions à la législation susvisée". Is belast in de hoedanigheid van agent van de gerechtelijke politie met het opsporen en het vaststellen van de inbreuken op bovenvermelde wetgeving." De Directeur-generaal,</p>	
	
<p>« Le porteur de la présente peut requérir l'assistance de la police fédérale, de la police locale ou d'autres services régionaux » (Houder dezes kan om de bijstand van de federale politie, van de lokale politie of van andere gewestelijke diensten verzoeken); "Direction générale opérationnelle" (Operationeel Directoraat-generaal).....</p>	

Gezien om gevoegd te worden bij het besluit van de Waalse Regering van 18 juni 2009 tot vaststelling van de inwerkingtreding van het decreet van 19 maart 2009 de instandhouding van het gewestelijke openbaar wegen- en waterwegendomein en de nadere regels voor de aanwijzing van de domaniale politieagenten en de ambtenaren die gemachtigd zijn om administratieve geldboetes op te leggen.

Namen, 18 juni 2009.

De Minister-President,

R. DEMOTTE

De Minister van Begroting, Financiën, Uitrusting en Patrimonium,

M. DAERDEN